

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 13 OCTOBRE 1830.

NO. 66

FRANCE.

DERNIER AVIS DE M. DE POLIGNAC.

La visite des charbonniers au château, le jour de la St-Henri, avait fait croire à la cour qu'elle n'était pas impopulaire. M. de Polignac a conservé cette illusion jusqu'à la fin. Au moment où des rapports lui faisaient connaître que de toutes parts le peuple avait été le premier à courir aux armes, il se flattait encore qu'un appel aux masses suffirait pour leur faire désertir la cause nationale. Il pensait qu'avec quelque argent promis ou répandu, on parviendrait à étouffer les ressentiments qui couvaient depuis si long-temps dans tous les cœurs, et qu'un dernier acte de folie venait enfin de faire éclater. Ses habitudes aristocratiques lui faisaient considérer les artisans de Paris comme cette populace espagnole accoutumée à mendier à la porte des couvents, et toujours portée à servir celui qui la soudoie. Voici une pièce qui constate tout ce qu'il y avait de stupide et de cruel dans les idées de cet homme si peu digne d'être Français. Elle a été écrite le mercredi 28 juillet, aux Tuileries, lorsque le duc de Raguse commençait à désespérer de sa position. Nous en avons l'original sous les yeux, écrit tout entier de la main de l'ex-président du conseil. Les fautes de langage y feront reconnaître son cachet.

A. M. le duc de Raguse.

Le 28 juillet 1830.

« Vous feriez bien je crois, Monsieur le maréchal, de faire dire à M. de Saint-Chamans que le roi donnera de l'argent aux ouvriers qui ont fait, si ils quittent les révoltes, et qu'il le fasse crier partout, et que d'un autre côté un conseil de guerre doit juger les coupables. »

Signé : POLIGNAC.

Le ridicule de la rédaction disparaît ici devant l'insolence de la mesure proposée. Moins inepte que M. de Polignac, le duc de Raguse n'a point cherché à la mettre à exécution. Voyant avec quel héroïsme sang-froid les habitants des faubourgs se battaient, il n'a pas même imaginé qu'on pût les corrompre avec de l'or. Faut-il ajouter un dernier trait au caractère de ce peuple si mal apprécié ? le voici :

Lorsque le jeune et infortuné Vanneau, de l'école Polytechnique, fut blessé mortellement près de la caserne de Babylone, des ouvriers qui avaient fait, selon l'expression de M. de Polignac, le transportèrent jusqu'à l'hospice des Ménages, et le recommandèrent au chirurgien de service, puis ils retournerent aussitôt reprendre leur rang et faire le commerce. Après que le jeune homme eut été déclaré mort, ils s'y attendaient. L'un d'eux pria au nom de ses camarades d'enterrer avec tous les honneurs que comportaient les circonstances, celui qui les avait guidés au feu. Nous nous sommes cités entre nous, a-t-il ajouté, voici le produit de la collecte, et il déposa 13 f. 50 c., recueillis en sous et en liards. Certes, ceux qui donnaient ainsi le denier du pauvre pour honorer la mémoire d'un jeune brave, n'étaient point hommes à recevoir de l'argent.

On annonce que désormais la place de Grève cessera d'être le lieu des exécutions judiciaires : la victoire du peuple l'a pour toujours ennoblie : le sang qui y coula dans la journée du 28 juillet est trop pur pour qu'un sang flétri doive jamais s'y mêler. Un cype funéraire s'élèvera au lieu où sont tombées les héroïques victimes. Le théâtre de leur martyre est dû à leurs cendres : ce serait le souiller que d'y laisser encore le spectacle sanglant des exécutions.

Il doit paraître bientôt, dit-on, une ordonnance royale qui appellera à la pairie le prince d'Erling, fils aîné du maréchal Masséna, et le prince de la Moskowa, fils aîné du maréchal Ney.

MM. Thibaudau et Chazal, ex-conventionnels, sont rentrés en France.

On lit le fait suivant dans le *Mémorial Bédolais* du 14 :

« Une inquiétude vague, mais qui peut-être prend sa source dans la crainte d'une guerre maritime, met la placide Bordeaux dans une situation très-affligeante. On a d'abord commencé par douter de la solidité de certaines maisons, et toute négociation d'effets leur a été impossible. De là un embarras réel s'est manifesté, et de proche en proche il a gagné tous les rangs de la société. Les porteurs de billets de banque ont tous voulu réaliser en écus, et la Banque s'est vue dans la nécessité de suspendre ou de ralentir ses échanges. Bientôt tous les capitalistes ont fermé leurs coffres-forts, et ils n'ont plus voulu escompter les billets revêtus des meilleures signatures. Qu'on juge de la gêne extrême que ce refus obstiné a dû mettre dans toutes les opérations de notre place ! Au moment où nous écrivons ces lignes, cette gêne est devenue désespérante, et il faut bien reconnaître comme une triste vérité que si le gouvernement ou les riches capitalistes de Paris ne viennent au secours de notre ville, en faisant un prêt solidairement garanti, soit à la Banque, soit aux principales maisons commerçantes, momentanément embarrassées, il pourra survenir de grandes catastrophes commerciales. »

Une députation, composée de MM. Rollet, H. Fonfrède et Rodrigues aîné, membres de la commission municipale provisoire, doit partir ce matin pour Paris, afin de solliciter de la bienveillance du gouvernement un prêt de quinze millions destinés à servir au secours du commerce de Bordeaux. Des marchandises déposées dans l'entrepôt réel garantissent la solidité de cet emprunt.

C'est la frégate le *Mutron*, bâtiment qui a ramené autrefois Bonaparte d'Égypte, qui a la première hissé le pavillon tricolore ; elle l'a salué de 21 coups de canon.

Par une ordonnance du roi, ont été nommés préfets :

MM. Rouillé d'Orfeuil, du département du Finistère ; Boullée, de la Vienne ; Louis de Guizard, de l'Aveyron ; Auguste Deschamps, de la Creuse ; de Bondy fils, de la Corrèze ; Tédut, de l'Ain ; Baude, de la Manche ; Ernest de Pelet, de l'Ardeche ; Bernard (Joseph), des Basses-Alpes ; Thomas, des bouches du Rhône ; Gabriel, de la Lozère ; Saulnier fils, de la Mayenne ; Le Loris, du Nriban ; Sers, de la Moselle ; Rogiat, du Puy-de-Dôme ; Méchin (Edard), des Pyrénées-Orientales ; de Solère, des deux Sèvres ; Larguy, de la Vaucluse ; Nau de Champlouis, des Vosges ; Goubault, des Landes ; de Vieville des Es-sarts, de la Côte-d'Or ; de Barennes, de Haute-Garonne ; Fumeron d'Ardeuil, de l'Hérault ; comte Dulac, de Nièvre ; Bureaux de Puzy, des Hautes-Pyrénées ; Danoyer (Charles), de l'Allier ; Dupuy, de la Haute-Loire ; Chaper, de Tarn et Garon.

— Le gouvernement français s'occupe de la reconnaissance des nouveaux États de l'Amérique du Sud. Voici, dit-on, les bases d'après lesquelles il doit reconnaître l'indépendance de ces nouvelles républiques : L'indépendance sera reconnue sans réserve, attendu que la France admet le principe que les nations de l'Amérique du Sud ont le droit de se séparer de leur métropole, et que par conséquent elle repousse le principe absurde de la légitimité.

Des consuls seront envoyés dans tous les ports principaux de l'Amérique, et des ministres nommés auprès des gouvernements. On fera des traités de commerce sur le pied de l'égalité et d'une réciprocité parfaite.

— On a trouvé dans la maison des Jésuites de Montrouge, la liste de tous les établissements jésuitiques sur le globe. Le gouvernement des jésuites se divisait en cinq assistances qui composaient 33 provinces, 24 maisons professes, 669 collèges, 61 noviciats, 176 séminaires, 335 résidences, 223 missions, 22,787 jésuites, dont 11,010 prêtres.

— Le conseil d'amirauté ayant rendu les services qu'on en attendait, et devant être mis sur le pied le plus favorable aux vues de son institution, le Roi vient de nommer membres de cette cour MM. l'amiral Duperré, pair de France, les vice-amiraux comte de Rigny et comte Jacob, les contre-amiraux Berget et Roussin, le baron Tupinier, directeur des ports, Boursaint, trésorier, et Boucher, inspecteur des arsenaux, secrétaire.

— L'ordonnance du 2 août qui déclare nulles les condamnations pour délits de la presse en matières politiques, est applicable aux jugements rendus pour cause d'infraction aux lois, ordonnances et règlements relatifs au timbre et à la publication des journaux, ouvrages périodiques, placards, gravures et lithographies.

— Le général portugais Pizarro, qui s'était embarqué à Brest pour Rio Janeiro, allant en mission auprès de l'empereur don Pedro, s'est désisté de son voyage à la prière de ses compatriotes.

— On lit cette singulière nouvelle dans les journaux des Pays-Bas : « Le père et la mère du duc de Bordeaux réclament devant les tribunaux leur enfant qui leur a été enlevé pour la duchesse de Berry. Ils se fondent sur ce qu'ils avaient bien voulu faire le sacrifice de leur fils pour être roi de France et non pour être fugitif. »

par le général Clausen à Alger.

QUELQUES EXTRAITS DE JOURNAUX.

Pourquoi ne pas faire sentir au peuple, et par cette expression je n'entends pas seulement la classe des ouvriers qui s'est si vaillamment et si noblement conduite, j'entends la masse de la population : pourquoi, dis-je, ne pas faire sentir au peuple que son sang n'est pas stérile ? Pourquoi ne pas l'affranchir de cet ilotisme politique qui ne lui permet d'intervenir dans le gouvernement que par des coups de fusils ?

Les députés eussent-ils reçu un mandat d'assemblée constituante, par cela seul que leur mandat n'était émané que d'une aristocratie électoral, ils auraient dû le résigner après la victoire du peuple. La reconnaissance, la justice, l'intérêt du prince qu'ils ont choisi, leur propre intérêt, leur en auraient fait également un devoir.

Sont-ils bien dignes de figurer dans le conseil, MM. Dupin et Casimir Périer qui, tous les deux, ont déclaré n'être plus députés au moment où la révolution éclatait ; et qui n'ont pu, sans inconscience, reprendre leur mandat quand elle a eu triomphé ? Nous les avons vus tous deux irrésolus et troublés, cherchant à diminuer notre courage, à amortir notre énergie, et traitant de révolte imprudente ce qu'ils ont appelé plus tard héroïque dévouement.

On dit que M. Dupin faisait depuis long-temps partie du conseil du prince, et que d'ailleurs on ne peut pas avoir contre soi un orateur si puissant à la chambre. A cela nous répondons, d'abord qu'il doit y avoir une immense distance entre le conseil du duc d'Orléans et celui de Louis Philippe Ier ; et ensuite, qu'il s'agit moins ici pour le nouveau roi de se faire des amis dans la chambre que de conserver sa popularité dans la nation. Or, qui oserait affirmer aujourd'hui que M. Dupin aîné jouit de cette haute estime qui s'accorde moins au talent qu'à l'élévation du caractère ? Qui pourrait dire que dans le sein même de l'ordre des avocats, où il peut être mieux apprécié qu'ailleurs, sa nomination n'a pas été accueillie comme par la grande majorité de la jeunesse, qui verse des larmes de regrets d'avoir combattu pour voir les destinées de la France confiées à de telles mains ?

Le même système de ménagements et de préférences qui servait de guide à l'ancien gouvernement semble avoir dirigé le nouveau. Il fallait bien, dit-on, placer M. Sébastiani, et cependant on ne pouvait déplacer M. Gérard. Que faire alors ? Nommer le premier à la marine, et suivre ainsi ces vieux errements long-temps critiqués de mettre à la tête d'un département des hommes qui n'ont aucune connaissance spéciale pour le diriger. Au reste, si par hasard M. le général Sébastiani commande jamais une expédition maritime, nous pensons qu'il montrera un peu plus de fermeté en présence des flots de la mer qu'il n'en a montré en face des flots du peuple. Quand il vint à l'Hôtel-de-Ville, le 31 juillet, tout était déjà bien tranquille ; et pourtant son air effaré, l'accent avec lequel il demandait le général Lafayette, tout annonçait que l'ancien ambassadeur de Constantinople était encore tout ému. Aussi n'avait-il pas ces formes orientales qu'il étalait à la séance royale quelques jours plus tard.

Nous ne parlons pas de M. le baron Louis : depuis qu'il y a des révolutions, il s'est toujours arrangé de manière à en recueillir le premier fruit.

On a oublié, dans toutes ces nominations, M. Benjamin Constant. Nous croyons que cette injustice ne fera plaisir à personne en France. Comment se fait-il qu'on ait préféré la jeunesse de M. Villemain, par exemple, à la vieille expérience de ce publiciste, qui lutte depuis trente ans pour la même cause ? Il faut des têtes un peu plus fortes que celle du professeur d'éloquence, pour établir la liberté de l'enseignement et suffire à tous les besoins de l'instruction publique.

(Tribune des Départemens.)

— On demande s'il est régulier, et même s'il est bien légal que des ministres d'état, prenant part aux délibérations du conseil et par conséquent ministres sans portefeuille, aient la présidence de la chambre des députés.

Diriger les délibérations de l'assemblée qui contrôle les actes du gouvernement, paraît tout-à-fait incompatible avec une participation quelconque à ces mêmes actes. Celui qui doit être au banc des ministres, peut-il s'asseoir dans le fauteuil de la présidence ?

On croit se rappeler que dans une position toute semblable, MM. de Serres et Pasquier quittèrent la présidence de la chambre.

Cette cumulation de fonctions qui s'excluent mutuellement nous paraît contraire aux vrais principes du gouvernement représentatif ; s'il y avait cumulation de traitements, ce serait encore plus irrégulier ; nous n'osons le supposer.

Pourquoi dès le début, sommes-nous obligés de rappeler à des règles aussi simples ceux qui étaient si prodigues de critiques envers le dernier gouvernement ?

(Gazette de France.)

— Nous l'avons dit : la plupart des ministres actuels sont des hommes usés. On nous a juré cependant qu'on voulait faire une vérité de ce qui avait été jusqu'à ce jour une déception.

Nous voulons bien croire aux bonnes intentions ; mais, avec ces hommes, l'œuvre promise ne peut s'accomplir.

Les uns, comme MM. Molé, Guizot et Louis, ont été les hommes du pouvoir déchu : ils ont donc contribué à la déception dont nous avons été victimes. Lors même qu'on n'aurait pas des reproches individuels à leur adresser, à l'un, par exemple, d'avoir glissé sur le sang du maréchal Ney, et combiné des lois électorales plus aristocratiques encore que la loi du double vote, à l'autre d'avoir appuyé de ses efforts un déplorable système de bascule ; au troisième enfin d'avoir dévoré l'avenir de la France par l'application de ses théories financières, lors même qu'ils se seraient retirés, purs et honorables, du pouvoir, nous n'en serions pas plus fondés à espérer d'eux la refonte générale que nous sommes en droit de réclamer.

Les habitudes de l'ancienne administration sont trop enracinées en eux, les hommes qu'elle employait ont trop d'aboutissants auprès de leurs anciens chefs pour qu'une réforme en masse des hommes et des choses ne leur devienne virtuellement impossible.

Il est des préjugés d'état dont on ne peut se défaire, et des précédents obstinés qu'on ne perd pas, en changeant de rôle.

Quant à l'autre fraction du ministère, elle se compose d'hommes qui, depuis 1815, ont habituellement figuré dans l'opposition.

L'un d'eux, le duc de Broglie, est en France, mais il est en retraite.

Mais supposons-les à tous une constance d'opposition qui ne se soit pas démentie, ils n'en seront pas plus capables.

Nous laissons de côté l'appréciation de cette opposition, et nous n'examinerons pas si elle ne défendait pas plutôt des privilèges bourgeois, maladroïtement attaqués, que les droits de l'homme et du citoyen. Il faut faire la part des circonstances.

Mais une des conditions de notre nature, désespérante pour les ambitions, vient frapper nos ministres d'incapacité. Des hommes que l'opposition a usés, dont l'intelligence a été constamment occupée à déjouer des manœuvres, à signaler des embûches, à atténuer le mal, sont à jamais impropres à reconstituer un état. Leur mission est remplie dès que l'ordre de choses qu'ils attaquaient s'est écroulé.

Il en est des individus comme des époques. Celles-ci ont été admirablement divisées par la science, en époques critiques et en époques organiques.

Quand les démolisseurs ont rempli leur rôle, le travail d'organisation passe à d'autres mains.

Quelle influence anti-nationale retarde la publication d'une ordonnance sur le rappel des bannis pour délit politique ? Et qui peut empêcher une mesure d'ordre et de légalité sur l'institution des juges-auditeurs ?

(La Révolution.)

Hier, M. Dupin aîné, l'avocat de la magistrature, s'est présenté au palais et s'est promené quelques minutes dans la grande salle, mais il s'est promené seul ; aucun de ses confrères ne lui a adressé la parole. M. Dupin devait aussi présider, en sa qualité de bâtonnier, la conférence hebdomadaire des avocats ; il se proposait, dit-on, avant de s'en aller définitivement au ministère, de prononcer un discours d'adieu ; mais M. Dupin a vainement attendu des auditeurs, et il a pris le parti de se retirer.

(Le Courrier Français.)

DE L'OCCUPATION D'ALGER. — Nous traduisons du *Courrier*, journal du ministère anglais, l'article suivant sur l'occupation permanente d'Alger par les Français.

« Nous voyons avec peine qu'en France on suive une marche propre à embarrasser les relations du nouveau gouvernement avec les puissances étrangères, en faisant revivre l'ancienne clameur pour l'occupation permanente d'Alger. Nous aimerions à savoir sur quels principes on prétend appuyer cette occupation. Le but avoué des Français en attaquant Alger était la réparation d'une insulte, la destruction d'un mal dont la France en commun avec d'autres nations avait à souffrir dans son intérêt et dans son honneur. Cet objet est maintenant accompli, et les dépouilles de la ville conquise sont, dit-on, plus que suffisantes pour couvrir les frais de l'expédition, de sorte que, même sous le rapport de l'indemnité pécuniaire, on n'a pas de prétexte pour prolonger l'occupation du territoire conquis, encore moins pour la rendre permanente. Quant au but véritable, nous ne pouvons pas maintenant le discuter avec la même précision ; mais si, comme l'ont dit quelques personnes en France, l'expédition n'avait eu pour objet que de débarrasser la France d'une portion de la vieille armée et de flatter la nation par un peu de gloire militaire, afin de faciliter l'exécution du plan favori du ministère, la subversion de la Charte, si cela était, disons-nous, ne conviendrait-il pas qu'après avoir renversé ce plan odieux on s'empressât de renoncer aux moyens qui avaient été imaginés pour son exécution ? En renonçant à Alger la France prouverait qu'elle veut mettre dans ses relations avec les puissances étrangères tout de prudence et de loyauté qu'elle a mis de générosité et de grandeur dans sa conduite envers ses ennemis domestiques. »

L'armée, quels qu'aient été les secrets desseins des hommes qui l'envoyaient en Afrique, s'est acquise un titre incontestable à la reconnaissance de la France et de l'Europe entière ; elle a renversé un gouvernement perfide et cruel et détruit un système de piraterie qui était depuis long-temps la honte des nations civilisées ; mais ces heureux résultats une fois obtenus, comme les Français ne peuvent alléguer aucun titre légitime à la possession du territoire d'Alger, ils feront sagement de l'abandonner.

le plus tôt possible, afin qu'on ne les accuse pas de montrer du mépris pour l'opinion de l'Europe.

(Du National, extrait du Précurseur.)

TUNIS, 10 août.

Le comte de Larochefoucault chargé d'une mission extraordinaire à Tunis, a conclu avec la régence un traité dont voici les articles principaux : 1^o L'avenir du commerce de toutes les nations jouira d'une pleine et entière liberté ; le dey renonce au monopole qu'il a exercé jusqu'à ce jour. 2^o L'île de Tabarca est cédée à la France. 3^o Désormais il ne sera plus payé de tribut. 4^o Les Turcs employés au service militaire, seront renvoyés dans leur pays. 5^o Si un bâtiment appartenant à une nation quelconque est jeté sur la côte de Tunis, et que quelque individu de l'équipage, ou passager, soit maltraité ou assassiné, la valeur du bâtiment et de la cargaison sera payée par la régence. 6^o La piraterie sera supprimée, et en cas de guerre avec une puissance quelconque, les Tunisiens n'auront pas le droit d'attaquer les bâtiments du commerce. 7^o Les esclaves seront remis en liberté.

La dépêche télégraphique suivante a été transmise de Toulon, au ministre de la marine.

Rade de Tripoli 13 août.

Le contre-amiral Rosamel, au ministre de la marine : « Les vues du roi sont accomplies, la mission importante qu'il m'a confiée auprès du dey de Tripoli, a obtenu un succès complet, sans effusion de sang, et sans qu'il ait été besoin de recourir aux armes. Le bey a souscrit à toutes les conditions qui lui avaient été imposées, et le traité par lequel il les ratifie, a été signé le 11 de ce mois.

— Des lettres d'Alexandrie jusqu'à la fin de juin annoncent qu'à cette époque le vice-roi, dont les journaux italiens avaient mal-à-propos annoncé la mort, s'occupait avec activité des moyens de résister à une attaque qu'on appréhendait de la part des troupes du sultan. On construisait un fort destiné à protéger le palais.

ESPAGNE.

Un passager à bord du navire *Manchester*, arrivé de Cadix à Philadelphie, rapporte que le peuple était en pleine insurrection dans le nord de l'Espagne, et particulièrement en Galice, et qu'on y avait déployé le drapeau noir. Cette nouvelle, dit-il, a été publiée avant son départ dans les journaux de Cadix. Il n'en est point venu par ce bâtiment. La tranquillité régnait encore dans les autres provinces.

MEXIQUE.

Ce pays, livré à des partis qui le déchirent et à des mouvements dont le but est aussi peu connu que leur issue est incertaine, est journellement le théâtre de révolutions partielles. D'après les lettres de la Vera-Cruz du 4 septembre, le peuple à quelques lieues de la ville, rassuré par les succès du colonel partisan Cleto Rodriguez, s'est prononcé contre le gouvernement pour embrasser la cause de Guerrero, qui paraît être décidé à la cause populaire. On reproche au gouvernement du vice-président Bustamante une prédilection outrée pour les adhérents de l'ancien ordre de choses, l'intention d'expulser de la chambre des députés les véritables défenseurs du peuple, des actes vexatoires envers les citoyens et surtout envers les classes inférieures, la suspension de la liberté de la presse, et jusqu'à la violation du secret des lettres. Ces accusations, injustes ou fondées, excitent une violente fermentation, même dans la capitale, et elle n'a été contenue jusqu'ici que par la présence des troupes aux ordres du gouvernement. Les corps engagés dans l'intérieur contre les détachements de l'armée régulière paraissent avoir été disposés de la manière suivante : Alvarez a marché sur Acapulco avec une forte division et a livré plusieurs combats à Armijo, que l'on suit être dévoué au parti royaliste. Le colonel Santa-Maria a pris possession de plusieurs points de concert dans l'état de Jalisco et dans le territoire de Culima. On sait que le général Bazaran a été contraint d'évacuer la province de Guadaluajara pour se mettre en campagne ; et si, comme on le croit, Alvarez, Codallos, Gayman et Pancho Victoria parviennent à battre les corps de Ticlan, Armijo, Bravo et Berdego, le parti du peuple obtiendra sous très peu de temps un triomphe complet.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Souscription au profit des blessés.

La souscription ouverte dans nos bureaux et dans quelques maisons françaises, au profit des blessés, a produit la somme de \$2,132 50 cts. qui a été remise à M. Jacques Laffitte, président de la chambre des députés, en une traite de 11,302 f. 25 c. tirée par la banque des États-Unis.

Le *Philadelphia Sentinel* a publié une lettre adressée par M. le comte de Survilliers à un ancien officier de la république et de l'empire. Nous l'imprimons sur l'original qu'on a bien voulu nous confier.

POINT-BREEZE, 14 septembre, 1830.

A M. *** ANCIEN OFFICIER DANS LES ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE ET DE L'EMPIRE.

MONSIEUR,

Je reçois la lettre par laquelle vous offrez de m'accompagner en Europe si les événements m'y appellent ; le devoir seul pourra me faire quitter ce pays. J'ai pris comme mon frère Napoléon, la devise *Tout pour le Peuple Français* ; je ne connais donc dans moi, vis-à-vis de la nation, que des devoirs à remplir et aucun droit à exercer ni en mon nom, ni en celui de mon neveu. Les gouvernements sont un besoin des peuples, c'est-à-dire à les créer ou à les détruire selon leur utilité, je suis donc résigné à me conformer au vœu national légitimement exprimé ; vous savez que trois millions cinq-cent mille votes ont appelé ma famille à l'empire, dans un temps où les étrangers n'avaient aucune influence en France ; vous concevez bien que je ne puis, sans lâcheté, oublier que mon neveu, le fils de mon frère a été proclamé par la chambre des députés en 1815, que l'Empereur n'a donné son abdication qu'à cette condition, que les baïonnettes étrangères seules ont à deux reprises ramené les Bourbons et protégé les exécutions de tant d'illustres défenseurs du pays.

Je serais déjà parti, si je ne voyais parmi les noms nationaux des membres du gouvernement provisoire, celui d'un prince avec lequel le mien n'aura jamais rien de commun, persuadé qu'un Bourbon, quelle que soit la branche à laquelle il appartient, ne convient pas à mon pays. Je vous l'ai dit souvent, la seule maison en France que la nation ne veut pas, et ne peut pas vouloir, c'est la maison de Bourbon ; si elle eût aimé la France, et connu que le divorce devait être éternel, il y a longtemps qu'elle eût renoncé au trône ; ce divorce avait été cimenté par assez de sang français et étranger depuis vingt-cinq ans, sans qu'il fût nécessaire de faire répandre celui des citoyens de Paris, sous le fer mercenaire des Suisses.

Le grand procès de la révolution n'est pas encore décidé ; l'empereur Napoléon pensa qu'assez de sang avait été versé dans l'intérieur de la France ; il voulut fermer toutes les plaies, il ouvrit la patrie à tous ceux qu'il jugea aussi fatigués que lui des guerres intestines ; il voulut sincèrement l'égalité, et adjourna la liberté entière de la nation, à la paix générale, lorsqu'il n'aurait plus besoin d'un pouvoir immense, dictatorial, pour résister aux forces réunies de l'Europe, toujours soulevées par la rivalité de l'Angleterre et l'oligarchie de ses ministères ; il voulut finir la révolution, se présentera comme médiateur en France, comme modérateur en Europe ; l'Angleterre seule le força, par des guerres qu'elle excita sans cesse, à des conquêtes qu'elle dénonça ensuite, et dont elle fut seule coupable, et finit par étouffer en France tout le fruit de trente ans d'héroïsme et de victoires, par l'imposition de cette maison du bon vieux temps à une nation régénérée.

Tant qu'il sera question en France d'une branche de cette maison, je resterai où je suis. Ma famille n'a pas voulu et ne veut pas de guerre civile. Si la nation se prononçait pour la république, vous connaissez mes opinions, elles datent de loin ; heureux les peuples parmi lesquels j'aurais pu en faire l'application sans danger ! Vous vous rappelez ce que j'ai dit souvent aux Espagnols : « vous n'aurez jamais autant de liberté que je voudrais vous en donner ; mais il faut pouvoir la supporter, le temps est un élément nécessaire pour tout. »

On assure que notre jeunesse a fait de grands progrès vers les doctrines républicaines ; sans doute un gouvernement est un remède à un mal, heureux le pays assez sage pour pouvoir s'en passer ; nous n'en voyons presque pas de traces dans le pays que nous habitons depuis si long-temps ; mais cela est-il bien applicable à la France ? et, n'est-ce pas l'irritation occasionnée par les absurdes prétentions des gouvernements qui ont pesé sur elle depuis 15 ans, qui a exalté cette généreuse jeunesse au-delà peut-être de ce qui convient aujourd'hui au reste de ses concitoyens, et à la tranquillité de l'Europe.

Il reste donc une troisième hypothèse, celle dans laquelle à la France devenue libre, à Napoléon II, au fils d'un frère que je dois plus aimer et plus respecter que qui ce soit sur la terre, parce que plus que personne, je l'ai connu depuis son enfance, et que je suis sûr de la vérité de ses sentiments et de ses opinions ; lorsque mourant sur le rocher de Sainte-Hélène, il me dit sous la plume du général Bertrand : « que mon fils se guide par vos avis, qu'il n'oublie pas, avant tout, qu'il est Français ; que la France ait sous son règne autant de liberté qu'elle a eu d'égalité sous le mien, qu'il prenne ma devise, *tout pour le peuple français.* »

J'ai des données positives qu'en dépit de la fortune, Napoléon II est aussi bon Français que vous et moi ; il sera digne de la France et de son père.

Votre affectionné,

JOSEPH NAPOLEON BONAPARTE,
C^{te} de Survilliers.

SUR L'ITALIE.

[QUATRIÈME ARTICLE.]

Après la paix de Tilsitt le code Napoléon fut donné aux Italiens, les couvents furent supprimés, une uniformité dans la monnaie, les poids et les mesures, fut établie, les droits d'aïnesse et féodaux furent abolis. Partout on construisit des grandes routes ; de tous côtés s'ouvrirent des canaux pour la communication des différentes rivières, et dans chaque village furent établies des écoles primaires. Les Universités de Pavie, de Bologne et de Padoue comptèrent parmi leurs professeurs les Volta, les Scarpa, les Brunacci, les Colalto, les Spallanzani, les Orian ; l'histoire eut un Sismondi, la poésie un Monti, la peinture un Appiani, la sculpture un Canova, et la musique formait un Rossini. L'armée italienne était forte et redoutée. Ses généraux Pino, Juillié, Lecchi, Marrucelli, Zucchi, Fontanelli, Bonfanti, s'étaient rendus redoutables aux ennemis ; on ne distinguait plus dans ses rangs des Milanais, des Vénitiens, des Modénais, des Bolonais, on n'y voyait que des Italiens. Douze vaisseaux de ligne étaient en construction, au même moment, dans les chantiers de l'arsenal de Venise, et sur mer le pavillon se déployait avec honneur contre les Anglais. Depuis longtemps les petits ducs de Modène, de Parme, et de Toscane avaient disparu et déjà ils étaient oubliés. La branche des Bourbons de Naples avait cessé de régner par un décret de l'empereur et s'était réfugiée dans l'île de Sicile, sous la protection des Anglais. Joseph, frère de Napoléon, régnait à leur place et se faisait chérir des

Napolitains ; enfin le pape, cette entrave éternelle au bonheur et à la réunion de l'Italie avait été transporté en France pour y figurer comme chef de la religion catholique, et non plus comme souverain temporel. L'Italie, il est vrai, n'était pas réunie en un seul état, et les Italiens voyaient avec peine que le Piémont, Gènes, Parme, Plaisance, la Toscane et Rome, fussent des départements français, mais un seul décret pouvait combler leurs vœux et on l'espérait d'autant plus qu'il paraissait convenir aux vues politiques de l'empereur. On a su depuis, par l'aveu qu'il en fit lui-même à Ste.-Hélène, que telle était son intention, et qu'il n'attendait que la naissance d'un second fils pour le proclamer roi de toute l'Italie.

Napoléon fit un voyage en Italie et fut rejoint à Venise par son frère Joseph, qui était alors roi de Naples. L'occupation de l'Espagne fut décidée, et Joseph, contre le vœu des Napolitains qui auraient voulu le conserver, fut choisi pour occuper ce trône. Celui de Naples fut donné à Murat, alors grand duc de Berg et de Clèves. Deux divisions italiennes commandées par les généraux Lecchi et Pino partirent successivement pour la Catalogne. La guerre ne tarda pas à commencer en Espagne. La division Lecchi conserva Barcelone aux Français, et la place de Roses se rendit à la division Pino qui en faisait le siège sous les ordres du général Reille, aide-de-camp de l'Empereur. L'intrépidité des Italiens se fit remarquer aux combats de Trenta-Passos, de Molino del Rey, d'Ignalada. A la bataille de Valls la victoire fut décidée par le sixième de ligne Italien qui emporta à la baïonnette sans bruler une amorce les positions redoutables qu'occupait l'armée espagnole sur les bords escarpés de la Francoli. Plus tard, les troupes italiennes se couvrirent de gloire à la prise de Gironne et d'Ostalrich, au siège de Taragone. Le précis de la campagne de Catalogne écrit par le maréchal Gouvion St.-Cyr en fait foi, et l'empereur disait dans un de ses bulletins : « La valeur des anciens romains est ressuscitée dans les divisions italiennes en Espagne. » Dans le même temps d'autres divisions italiennes sous les ordres du vice-roi marchaient contre les Autrichiens et entraient à Vienne après les avoir battus à la Piave, au Tagliamento, à Jarvis, à Klangerfurt, après avoir contribué à la victoire de Wagram, et avoir remporté celle de Rual, qui fut nommée par l'empereur la fille de Marengo.

Notre projet n'est pas d'écrire les fastes de l'armée d'Italie, mais de rappeler que depuis 1803 les Français n'ont pas remporté une victoire sans que le sang italien se soit mêlé à celui de leurs braves. De là cette amitié fraternelle contractée au son du canon, de là cette haine pour les Autrichiens, leurs communs et éternels ennemis.

Les événements qui suivirent la prise de Vienne portèrent la tristesse dans les cœurs italiens. Ils virent avec peine qu'une fille de l'empereur d'Autriche remplaçât près de Napoléon son fils, et ils imitèrent leur résignation à tous deux, et ils célébrèrent cette nouvelle alliance par des fêtes qui furent accompagnées de présages funestes. Mais tout fut oublié à la naissance du roi de Rome qui fit naître la plus vive allégresse ; on voyait dans l'avenir ce que devait être un jour le fils de Napoléon élevé par Napoléon lui-même. Hélas ! on était bien loin alors de penser que quatre ans plus tard ce fils lui serait enlevé par celui-là même qui devait défendre ses droits, et qui consentit à laisser mourir sur un rocher l'époux de sa fille.

Alors se préparait la malheureuse campagne de Russie, et les divisions italiennes se mirent gaîment en marche pour cueillir de nouveaux lauriers.

(A continuer.)

WASHINGTON.

Le gouvernement ayant été informé par les dépêches reçues dernièrement du ministre des États-Unis auprès du cabinet de Londres, que la question si long-temps indécise, au sujet de l'admission des bâtiments américains et de leurs chargements dans les colonies anglaises, avec faculté de vendre et de charger des marchandises en retour avait été résolue affirmativement par un traité et le congrès des États-Unis, prévoyant la possibilité de ce traité, ayan aussi par un acte du 29 mai 1830, autorisé le Président des États-Unis à concourir pendant l'intervalle des sessions, à des mesures de réciprocité, en proclamant l'admission dans les ports des États-Unis des bâtiments anglais dans les Indes Occidentales, les Caïcos, îles de Baham, les Bermudes, etc. :

Le Président des États-Unis vient de déclarer par une proclamation portant la date du cinq octobre 1830, qu'attendu la conviction acquise des dispositions du gouvernement anglais, et en vertu de l'acte du congrès susmentionné qui l'autorise dans ce cas, les ports de l'Union seront ouverts à compter de la date de la proclamation, aux bâtiments anglais venant des colonies anglaises, etc. ils seront assujétis au paiement des mêmes droits imposés aux bâtiments des États-Unis dans les colonies anglaises, etc.

CHARTRE CONSTITUTIONNELLE

DES FRANÇAIS,

MODIFIÉE SELON LA DÉCLARATION DES CHAMBRES

Le 8 août 1830.

Droit public des Français.

- Art. 1. Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs.
2. Ils contribuent instinctivement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'état.
3. Ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires.
4. Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

5. Chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection.

6. Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des Français, et ceux des autres cultes chrétiens reçoivent des traitemens du trésor public.

7. Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois.

La censure ne pourra jamais être rétablie.

8. Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle nationales, la loi ne mettant aucune différence entre elles.

9. L'état peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public légalement constaté, mais avec une indemnité préalable.

10. Toutes recherches des opinions et votes émis jusqu'à la restauration sont interdites. Le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens.

11. La conscription est abolie. Le mode de recrutement de l'armée de terre et de mer est déterminé par une loi.

Formes du gouvernement du Roi.

12. La personne du Roi est inviolable et sacrée. Ses ministres sont responsables. Au Roi seul appartient la puissance exécutive.

13. Le Roi est le chef suprême de l'état : il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait des traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique et fait les réglemens et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution. Toutefois, aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'état, qu'en vertu d'une loi.

14. La puissance législative s'exerce collectivement par le Roi, la chambre des pairs et la chambre des députés.

15. La proposition des lois appartient au Roi, à la chambre des pairs et à la chambre des députés.

Néanmoins, toute loi d'impôt doit être d'abord votée par la chambre des députés.

16. Toute loi doit être discutée et votée librement par la majorité de chacune des deux chambres.

17. Si une proposition de loi a été rejetée par l'un des trois pouvoirs, elle ne pourra être représentée dans la même session.

18. Le Roi seul sanctionne et promulgue les lois.

19. La liste civile est fixée, pour toute la durée du règne, par la première législature assemblée depuis l'avènement du Roi.

De la Chambre des Pairs.

20. La chambre des pairs est une portion essentielle de la puissance législative.

21. Elle est convoquée par le Roi en même tems que la chambre des députés. La session de l'une commence et finit en même tems que celle de l'autre.

22. Toute assemblée de la chambre des pairs qui serait tenue hors du tems de la session de la chambre des députés, est illicite et nulle de plein droit, sauf le seul cas où elle est réunie comme cour de justice, et alors elle ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

23. La nomination des pairs de France appartient au Roi. Leur nombre est illimité ; il peut en varier les dignités, les nommer à vie et les rendre héréditaires, selon sa volonté.

24. Les pairs ont entrée à la chambre à vingt-cinq ans, et voix délibérative à trente ans seulement.

25. La chambre des pairs est présidée par le chancelier de France ; en son absence, par un pair nommé par le Roi.

26. Les princes du sang sont pairs par droit de naissance ; ils siègent immédiatement après le président.

27. Les séances de la chambre des pairs sont publiques comme celles de la chambre des députés.

28. La chambre des pairs connaît des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'état, qui seront définis par la loi.

29. Aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la chambre, et jugé que par elle en matière criminelle.

De la Chambre des Députés.

30. La chambre des députés sera composée des députés élus par les collèges électoraux dont l'organisation sera déterminée par des lois.

31. Les députés sont élus pour cinq ans.

32. Aucun député ne peut être admis dans la chambre s'il n'est âgé de trente ans et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

33. Si néanmoins il ne se trouvait pas dans le département cinquante personnes de l'âge indiqué, payant le cens d'éligibilité déterminé par la loi, leur nombre sera complété par les plus imposés au-dessous du taux du cens, et ceux-ci pourront être élus concurremment avec les premiers.

34. Nul n'est électeur s'il a moins de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

35. Les présidents des collèges électoraux sont nommés par les électeurs.

36. La moitié au moins des députés sera choisie parmi les éligibles qui ont leur domicile politique dans le département.

37. Le président de la chambre des députés est élu par elle à l'ouverture de chaque session.

38. Les séances de la chambre sont publiques ; mais la demande de cinq membres suffit pour qu'elle se forme en comité secret.

39. La chambre se partage en bureaux pour discuter les projets de loi.

40. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux chambres et sanctionné par le Roi.

41. L'impôt foncier n'est consenti que pour un an. Les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années.

42. Le Roi convoque chaque année les deux chambres : il les proroge et peut dissoudre celle des députés ; mais, dans ce cas, il doit en convoquer une nouvelle dans le délai de trois mois.

43. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la chambre, durant la session, et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.

44. Aucun membre de la chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la chambre a permis sa poursuite.

45. Toute pétition à l'une ou à l'autre des chambres ne peut être faite et présentée que par écrit. La loi interdit d'en apporter en personne et à la barre.

Des Ministres.

46. Les ministres peuvent être membres de la chambre des pairs ou de la chambre des députés. Ils ont en outre leur entrée dans l'une ou l'autre chambre, et doivent être entendus quand ils le demandent.

47. La chambre des députés a le droit d'accuser les ministres, et de les traduire devant la chambre des pairs, qui seule a celui de les juger.

De l'ordre judiciaire.

48. Toute justice émane du Roi. Elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue.

49. Les juges nommés par le Roi sont inamovibles.

50. Les cours et Tribunaux ordinaires actuellement existans sont maintenus. Il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi.

51. L'institution actuelle des juges de commerce est conservée.

52. La justice de paix est également conservée. Les juges de paix, quoique nommés par le Roi, ne sont point inamovibles.

53. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels.

54. Il ne pourra en conséquence être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

55. Les débats seront publics en matière criminelle, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs, et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

56. L'institution des jurés est conservée ; les changemens qu'une plus longue expérience ferait juger nécessaires ne peuvent être effectués que par une loi.

57. La peine de la confiscation des biens est abolie, et ne pourra être rétablie.

58. Le Roi a le droit de faire grâce et celui de commuer les peines.

59. Le code civil et les lois actuellement existantes qui ne sont pas contraires à la présente Charte restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Droits particuliers garantis par l'état.

60. Les militaires en activité de service, les officiers et soldats en retraite, les veuves, les officiers et soldats pensionnés, conserveront leurs grades, honneurs et pensions.

61. La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'état avec ses créances est inviolable.

62. La noblesse ancienne reprend ses titres. La nouvelle conserve les siens. Le Roi fait des nobles à volonté ; mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société.

63. La Légion d'Honneur est maintenue. Le Roi déterminera les réglemens intérieurs et la décoration.

64. Les colonies sont régies par des lois particulières.

65. Le Roi et ses successeurs jureront, à leur avènement, en présence des chambres réunies, d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle.

66. La présente Charte et tous les droits qu'elle consacre demeurent confiés au patriotisme et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens français.

67. La France reprend ses couleurs. A l'avenir, il ne sera plus porté d'autre cocarde que la cocarde tricolore.

Dispositions Supplémentaires.

La chambre des députés déclare qu'il est nécessaire de pourvoir successivement, par des lois séparées, et dans le plus court délai possible, 1°. à l'application du jury aux délits de la presse ;

2°. La responsabilité des ministres et des autres agens du pouvoir ;

3°. La réélection des députés promus à des fonctions publiques salariées ;

4°. Le vote annuel du contingent de l'armée ;

5°. L'organisation de la garde nationale, avec intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers.

6°. Des dispositions assurant d'une manière légale l'état des officiers de tout grade de terre et de mer ;

7°. Des institutions départementales et municipales fondées sur un système électif ;

8°. L'instruction publique et la liberté de l'enseignement ;

9°. L'abolition du double vote et la fixation des conditions électorales et d'éligibilité.

Dispositions particulières.

Toutes les nominations et créations nouvelles de pairs, sous le règne du roi Charles X, sont déclarées nulles et non avenues.

L'art. 27 (maintenant l'art. 23) de la Charte sera soumis à un nouvel examen dans la session de 1831.

POÉSIE.

L'INSURRECTION, POÈME DEDIE AUX PARISIENS, PAR MM. MÉRY ET BARTHELEMY.

MM. Méry et Barthélemy viennent de publier leur poème de l'insurrection, dédié aux Parisiens.

Les poètes qui tant de fois chanteront la liberté en présence de ses oppresseurs, ceux qui versèrent des flots de ridicule sur le gascon Villèle, qui fouetteront de leur amer sarcasme les vices de l'infame Peyronnet, qui ne laisseront passer aucun

des crimes de nos ennemis, aucun de leurs actes d'oppression sans en consigner l'odieuse souvenir dans leurs satyres populaires ; ces poètes, chers au peuple, ne pouvaient rester muets en cette grande et mémorable circonstance : ils avaient dit nos luttes et nos malheurs, ils devaient chanter nos triomphes ; il leur était dû de célébrer la victoire et l'héroïsme du grand peuple. Écoutons-les :

Paris se lève en bloc ! Au signal assassin
Tout homme dans son cœur sent vibrer un tocsin ;
Eternelle infamie au lâche qui s'absente !
Parmi les cris de mort de la foule croissante,
Le bois, le plomb, le fer, les cailloux anguleux
Déchirent en sifflant les uniformes bleus,
Débris dévastateurs, armes de la colère,
Qui jaillissent par flots du volcan populaire.
O vengeance ! déjà sur le pavé glissant
Nos ennemis français versent le premier sang ;
C'est une femme ! eh bien, qu'on porte pour enseigne
Aux yeux de tout Paris ce cadavre qui saigne ;
Lentement promené devant le drapeau noir,
Qu'il convoque le peuple aux vengeances du soir.
Oh ! si la sombre nuit, cette fois trop précoce,
Ne vient pas dans sa course arrêter le colosse,
Son gigantesque pied va broyer dans ses bords
Ces stupides soldats, seul peuple des Bourbons !
Oh ! que sur les frontons, les lambris et les dalles,
Subsiste à tout jamais le stigmate des balles ;
Que de profanes mains tremblent de rétablir
Le mur qui s'écroula teint du sang d'un martyr ;
Que les troncs effeuillés des larges promenades,
La poudre qui noircit les hautes colonnades,
Les pavés protecteurs par le tems affermis,
Que tout ait une voix contre nos ennemis !
Qu'un monu ment de deuil et de gloire s'élève
Au sol purifié de la hideuse Grève,
Au Louvre, aux Innocens, au nouveau Parthénon,
Lieux saints qu'ont désolé le fer et le canon !
Là, dès le premier jour, sur la tombe grossière,
Une pieuse main jette un peu de poussière,
Et des femmes en deuil vont prier à genoux
Sur leurs fils immolés en combattant pour nous.
Oh ! sans doute, ce sol de tant de pleurs humide,
Touche plus qu'un tombeau qui monte en pyramide ;
Mais ces rubans, ces fleurs, éphémère appareil,
Tout va se dessécher sous le premier soleil ;
Il faut des monumens élargis sur la base,
Que l'œil de l'étranger contemple avec extase,
Il faut qu'en traits vengeurs l'historique burin
Cisele un sarcophage aux quatre angles d'airain ;
Afin que dans mille ans quelque roi s'épouvante
S'il voit de son palais cette page vivante,
Ce grand jour où Paris, tricolore géant,
En passant sur le Louvre, y laissa le néant.

A la suite du poème de l'insurrection est un chant intitulé : la Tricolore. Il mérite de devenir national ; qu'on en juge par les strophes suivantes :

LA TRICOLEURE.

Voilà le drapeau tricolore,
Glorieux enfans de Paris !
Vos bras l'ont reconquis, encore ;
Nous le saluons de nos cris ;
L'Europe tremble quand il brille
Sur le front de nos jeunes rangs,
C'est la Méduse des tyrans,
C'est le drapeau de la Bastille ;
Plane sur nos soldats, astre de liberté,
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité !
Ton triomphe, nouvelle Sparte,
Sur ton sol restera gravé ;
Chaque lettre de notre Charte
Est écrite sur un pavé ?
Si troublant cette grande fête,
L'Europe nous jetait un roi,
Avec les tables de la loi
Que le peuple écrase sa tête.
Plane sur nos soldats, astre de liberté,
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité !

Certes, voilà de beaux vers, pour être improvisés sur le pavé des barricades et sous la mitraille royale : car, poètes-soldats, courageux citoyens, MM. Méry et Barthélemy chantent des combats auxquels ils ont assisté ; à peine avaient-ils quitté le fusil, qu'ils prenaient la plume pour dire les héroïques détails et les glorieux résultats de la sainte insurrection de Paris.

MÉLANGES.

— Un jeune créole, M. St-Alary, qui combattait dans la rue de l'Echelle, fut surpris et fait prisonnier par plusieurs gardes royaux qui l'entraînèrent dans leurs rangs. « Tu ne diras pas que tu n'as pas tiré, » criaient-ils, en lui montrant son fusil et en lui frappant le visage qui était noirci par la poudre. « Allons, à genoux, qu'on te fusille ! » Le malheureux jeune homme attendait la mort ; mais en ce moment l'attaque du peuple devint si vive que ces soldats ne purent exécuter leur projet. « Il faut le fusiller en règle, dit un officier ; il faut faire un exemple. » Chaque fois que ces misérables avaient un instant de répit, ils se préparaient à massacrer le jeune patriote ; mais les charges réitérées des braves Parisiens ne leur permirent jamais d'accomplir l'œuvre de mort. Dix fois, M. St-Alary fut placé à genoux pour recevoir le coup de la mort, dix fois il fut sauvé par les attaques des Parisiens. Les soldats le poursuivaient avec leurs baïonnettes, qu'il saisissait à deux mains pour empêcher qu'elles ne pénétrassent dans son corps. Il fut ainsi conduit de la rue de l'Echelle jusqu'à la barrière de l'Etoile, où il parvint enfin à s'échapper, grâce à une charge

* La revision de cet article a été ajournée à la session de 1831.

plus impétueuse faite sur la garde royale. « Je ne puis plus croire que je mourrai, disait à ses amis M. St-Alary, j'ai épuisé aujourd'hui toutes les chances. »

— M. Jacques Laffitte montra le même dévouement. Il était partout où il jugeait sa présence nécessaire : il alla trouver le duc de Raguse, sous le feu le plus meurtrier. On sait la réponse qu'il en obtint, et l'indignation qu'il fit éclater. Cinq cent mille francs furent versés par ses ordres dans la caisse municipale, pour le soulagement des blessés. Le nom de M. Jacques Laffitte, si cher déjà aux amis des libertés publiques, ne sera prononcé aujourd'hui qu'avec vénération ; les trois journées de Paris ont attaché un honneur impérissable au nom de Jacques Laffitte.

— Un charretier est saisi par trois soldats, un fusil à la main. L'officier, pour le soustraire à la mort qui l'attend, lui crie : *Vous n'avez sans doute pas tiré sur nous ? — Sur vous, misérables ! j'en ai tué trois, et je chargeais pour le quatrième.* Une balle étend raide mort ce d'Assas de la cause patriotique.

— Un jeune homme de 18 ans, nommé Charles Bourgeois, va planter le drapeau tricolore sur la colonnade. Poursuivi par cinq Suisses, il reçoit plusieurs coups de baïonnettes : mais ses camarades le vengent. Le lendemain Bourgeois demande pour toute récompense que son nom soit écrit dans le journal, pour que son vieux père le lise dans son pays.

— Dans la journée du 28, un enfant de 15 ans voit un commandant de cavalerie qui appuyait ses canons des fusils pour rectifier le feu. Il s'avance à quatre pattes jusqu' sous les pieds des chevaux, et d'un coup de pistolet fait sauter la tête à l'officier. Les balles pleuvent sur lui, il les évite en se couchant à plat ventre, et revient en rasant la terre au milieu des siens qui le portent en triomphe.

— La caserne de Babylone a été prise et reprise plusieurs fois par les sections du faubourg Saint-Germain. Au premier rang un tout jeune homme se faisait distinguer par son intrépidité. Au retour, épuisé de fatigue, il tombe sur la place des Petits-Pères. On lui porte secours : c'était une femme.

— Beaucoup de jeunes colons de Bourbon, de la Martinique et de la Guadeloupe se sont distingués dans les trois journées. On connaît quelle est la bravoure ordinaire et la témérité des créoles. Plusieurs d'entre eux allaient abattre à quinze ou vingt pas, d'un coup de pistolet, des soldats qu'ils désignaient à ceux qui les entouraient et qui s'étonnaient de l'adresse merveilleuse de ces jeunes gens.

— Le 28 juillet au matin, M. Noiset, ex-capitaine de la garde impériale, parcourt les boulevards excitant les citoyens à l'insurrection, haranguant par d'énergiques paroles, les soldats du 53^{me} de ligne, qui paraissent ébranlés. Il crie aux gardes nationaux de s'organiser, se porte partout, et, à la tête de plusieurs braves, combat toute la journée toutes les troupes qu'il rencontre. Le lendemain, à dix heures, on le voit, à la tête de quelques citoyens, escorter M. Casimir Périer, et le conduire chez M. Audry de Puyravau, à travers les barricades et sous les balles des soldats. Au nom de Casimir Périer, la foule émue, qu'un besoin d'ordre rallie autour de ce courageux député, se découvre respectueusement. Une femme se jette à ses genoux : *Sauvez-nous ! s'écrie-t-elle en ouvrant ses bras dans lesquels tombe le député ému !* A trois heures, le même jour, M. Noiset, en uniforme de colonel, organise dans la rue Montmartre un bataillon de gardes nationaux, et conduit le vénérable Lafayette à l'Hôtel-de-Ville, sur les débris fumants de ce poste que le brave Noiset a contribué à enlever aux Suisses. Après trois jours de fatigues, de combats et de périls, M. Noiset rentre chez lui. Il est peintre ; il se remet à faire des portraits. Ses amis le pressent d'aller voir les personnages qu'il a contribué à placer à la tête du gouvernement provisoire. *On ne se bat plus, répond-il ; mon temps est fini !*

Les troupes qui furent engagées dans les journées de juillet à Paris consistaient :

1. Dans la gendarmerie de Paris.....1400 hommes.
2. La gendarmerie d'élite..... 400
3. Le 1^{er} et 3^e de la garde..... 3400
4. 600 h. du 6^e appelés de St-Denis..... 600
5. Le 8^e de la garde suisse.....1700
6. Le 2^e de la garde qui vint jeudi.....1700
7. Le 5^e, le 50^e, le 53^e de ligne et le 15 lég. 6000
8. 3 rég. de cavalerie, le 1^{er} de grenadiers à cheval, le 1^{er} de cuirassiers et les lanciers.....1800
9. Deux batteries d'artillerie, 12 pièces..... 200

Total des forces dans Paris.....17,200 hommes.

— Nous avons reçu les détails suivants sur la manière dont fut prise la pièce de canon de la rue de l'Echelle. Un cocher de cabriolet dit à ceux qui l'entouraient : « Qui de vous est chasseur et sûr de son coup de fusil ? — Moi, dit un individu, porteur d'un fusil à deux coups. — Eh bien, votre fusil est chargé, suivez-moi. » Et, en se courbant, ils se glissent le long des maisons ; arrivés derrière une barricade à environ quarante pas de la pièce de canon, le cocher dit à son compagnon : « Ne bougez pas et attendez que je vous avertisse. » Puis, après avoir regardé, il dit : « Tenez, voyez-vous ce canonnier qui a un doigtier de cuir au pouce ? Ajustez-le. » Le coup part et l'artilleur tombe. « Bien ; maintenant à celui qui tient le refouloir. » A peine le second canonnier est-il renversé, que le cocher sort de la barricade, appelle ses compagnons, et crie : « A moi, mes amis ; la pièce est à nous ! » Et, lui quatrième, ils se précipitent sur le canon dont ils s'emparent. Comme on louait sa bravoure, il dit : « Mais rien n'est plus simple ; voyez-vous, j'ai été dans l'artillerie, et je sais qu'une fois que ces deux canonniers sont renversés, il faut quelques minutes pour remonter la pièce : alors on a le temps de courir dessus. Avec deux bons tireurs j'en prendrais vingt. »

— Nous pouvons aujourd'hui rapporter un mot qui peint la spirituelle bonhomie de notre excellent Labbey de Pompières ; président de la chambre des députés, et chargé de conduire la grande députation aux Tuileries, auprès de l'ex-roi, l'honorable vieillard portait des chaussons de lisiers par dessus ses

souliers, car il faisait froid. M. le grand-maitre des cérémonies se récria contre ces chaussons qui blessaient l'étiquette du costume du cour : « Le roi verra vos chaussons avec déplaisir, dit-il à M. Labbey de Pompières. — Le roi !... » répondit le courageux président, il en verra bien d'autres !

— On raconte que, dimanche dernier, un curé des environs de Paris entonna vers la fin de l'office le *Domine salvum fac*, mais qu'arrivé au *fac*, il s'arrêta tout court ; on attendait la suite, lorsque, sans s'intimider, il reprit d'une voix mâle et de toute la force de ses poumons : *Domine salvum fac gouvernement provisoire.* Cette scène a fini au milieu des éclats de rire de tout l'auditoire.

— Les astrologues ont oublié d'annoncer, pour 1830, une éclipse de gendarmes visible à Paris.

— Le consul d'Espagne à Alger demandait dernièrement au dey s'il se repentait d'avoir offensé le roi de France. « Je ne me repens que d'une chose, répondit le dey, c'est de n'avoir pas fait couper la tête à Deval ; il n'en serait ni plus ni moins. »

— Gardens et comp, coiffeurs, galerie d'Orléans, n. 9, ont fait la coupe des cheveux pendant huit jours, à partir du 5 d'août, au profit des blessés.

— Les traits qui honorent le peuple de Paris pullulent. Un jeune homme mal vêtu se présente le 28 matin chez un propriétaire : Vous devez me reconnaître, monsieur, lui dit-il ; il y a trois mois j'ai badigeonné votre maison. Maintenant je vais me battre ; mais voyez mes haillons, on me prendra pour un voleur : prêtez-moi un de vos vieux habits. Ce brave s'est battu toute la journée, il s'est battu le 29 et le 30, il a rapporté le vieil habit !

— Au camp de Rambouillet, un enfant de 15 ans se lamentait auprès d'un énorme veau qui rotissait à un feu d'enfer : « Qu'as-tu donc ? lui dit-on. — Ce que j'ai ? on m'a pris mes armes. — On t'en donnera d'autres. Qu'est-ce que c'était que tes armes ? — C'était une tringle de lit que j'avais affilée. Ils me l'ont prise pour en faire une broche. »

MARIE le 5 courant, par le Révd M. Power, M. NARCISSE LEROY d'Yvetot (Normandie), à Mlle IRMA BOUDO, fille de feu M. Louis Boudo, de Charleston, Caroline du Sud.

ANNONCES.

SYLVESTER, 130 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEU, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Octobre 13, extra class, \$25,000, \$20,000, 10,000, } 10
\$5,000, 50 de 1000, 65 de 500. }
** Sylvester a vendu dans la loterie de jeudi dernier, le gros lot de \$10,000.

Ecole élémentaire Anglo-Française du premier degré.

M. et Mme ROSTAN ont ouvert, le 27 septembre dernier, une Ecole élémentaire Anglo-Française pour les enfants des deux sexes, âgés de moins de sept ans. L'instruction, les principes et les exercices sont les mêmes que ceux des INFANT SCHOOLS ; les enfants y sont instruits simultanément dans les deux langues.

Termes, \$6 par trimestre, payables d'avance.
Nassau street, No. 44, près Liberty street.
** M. J. C. ROSTAN donne des leçons soit en classe, soit en particulier.

AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 111 Broadway. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère :

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens,	
	J. W. Francis,	
	R. Laroche,	
à Philadelphie	Thos. Harris	
	Samuel Baker	Professeurs
à Baltimore	R. W. Hall	de l'université
	V. Potter, etc.	de Maryland.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole.

PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne,	Robinson.	1 ^{er} fév. 1 ^{er} juin. 1 ^{er} oct.
2	Havre,	Keene.	10 » 10 » 10 »
3	Chs. Carroll.	Clark.	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnell.	Hawkins.	1 ^{er} mars 1 ^{er} juil. 1 ^{er} nov.
3	Henri IV.	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.	E Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Sully.	Macy.	1 ^{er} avril. 1 ^{er} août 1 ^{er} déc.
3	François Ir.	Skiddy.	10 » 10 » 10 »
2	Erie.	J. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.	Orne.	1 ^{er} mai. 1 ^{er} sept. 1 ^{er} jan.
3	De Rham.	Depeyster	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonaffé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'ainé.

Deuxième ligne, Bonaffé, Boigéard et Cie. ; agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

JOHN B. MEYER & Cie. ont l'honneur d'annoncer au public qu'ils viennent de prendre un magasin, No. 364 Broadway, au coin de Franklin street. On y trouvera constamment, en gros et en détail, toute qualité de Vins de Bordeaux, Madère, Oporto, Ténériffe, Sherry, ainsi que du Genièvre de Hollande, Rhum de la Jamaïque, Eau-de-Vie de Cognac, Shrub, Whiskey, etc., aux prix les plus modérés.

A VENDRE au No. 42 Exchange-Place. — Bon vin vieux en bouteille, en caisses de 3 douzaine chaque, contenant 1 douz Côte Rotie, 1 douz. Hermitage Rouge, 1 douz. Hermitage Blanc. 63—64.

Très beau Papier de Poste français à vendre chez
A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des Etats-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61—tf

J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire les Perruques et Toupets à la perfection.

Entraîné par le désir de plaire, ou de prouver aux personnes de goût, qu'il fait nombre des talens distingués qui existent à New-York, dans l'art d'ajouter quelque chose à la beauté et d'embellir, ou cacher la décrépitude, par une merveilleuse illusion trompeuse à l'œil le plus clairvoyant, prévient le public, (se croyant sur de le satisfaire) que tout positif en cheveux fabriqué par lui qui ne donnerait pas une complète satisfaction, sera remplacé par d'autre au goût de la personne, sans autres frais que le transport, et même il rendra l'argent, si on le désire, mais la perruque n'ayant servi.

On peut s'adresser à lui pour une perruque, en lui envoyant la mesure du tour de la tête, et celle depuis la naissance des cheveux du front jusqu'à la jointure de la première vertèbre à la nuque, passant sur l'occiput, et y joindre un échantillon des cheveux.

Pour un toupet il faut couper un papier de la grandeur de la nudité : étant habillé de contenir les personnes, on peut s'adresser à lui, si on désire de l'ouvrage bien fait ; si la personne désire du courant et bon marché, il n'en fait pas : le prix d'une perruque 15 piastres, d'un toupet 10.

446m

BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandise, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des Etats-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

PENSION ET CAFÉ FRANÇAIS.

No. 67 Congress-street.....BOSTON.

LOUIS CHARRIER a l'honneur de prévenir le public, qu'il vient de prendre la maison récemment occupée par Mlle Vose, où les dames et messieurs qui désireraient s'arrêter quelque temps, à Boston, trouveront des appartemens bien garnis, et une table servie à la française, à des prix très modérés.

Sa maison est située près de la poste aux lettres et au centre des affaires ; les langues française, anglaise, espagnole et italienne sont parlées dans la maison.

La cave est fournie en Vins de toute espèce et des meilleures qualités ; on trouvera constamment, depuis 11 heures jusqu'à 4, du Café à la française et du Chocolat à l'espagnole. Potages, Côtelettes de mouton, Beefsteaks et autres articles seront servis à la minute.

10—6 m

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivans.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica..... 36 cents.	Small Pica..... 28 cents.
Long-Primer..... 40	Brevier..... 56
Bourgeois..... 46	Minion..... 70
Nonpareil..... 90	Pearl..... \$1 40
Diamond..... \$2.	

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

Wm. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenans. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezons sont les produits des plus célèbres fabricques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des Etats-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des Etats-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des Etats-Unis* et à M. Wm. A. WISART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.
\$15, sans le Journal.
\$1 pour chaque insertion n'excedant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 centes pour chacune des fois suivantes.

61—6 f